

2^E TRIMESTRE 2002 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE OCTOBRE 2002 N° 24

Perplexité: tel est l'état dans lequel se trouvent de nombreux chefs d'entreprise obligés de naviguer à vue sans ligne d'horizon bien définie. Une chose est certaine, la reprise n'est pas au rendez-vous, en particulier dans l'industrie; certains secteurs de l'économie restent pourtant épargnés pour l'instant par le marasme ambiant, en particulier la construction. Les signaux demeurent au final assez contradictoires.

Le décalage volontaire de l'enquête de conjoncture réalisée par l'Observatoire prouve en cette occurrence toute sa pertinence, en permettant d'anticiper sur les statistiques qui ne sont disponibles que deux mois après la fin du trimestre. Celle d'octobre (plus de 100 établissements interrogés) montre ainsi une nouvelle rechute de l'activité, avec un niveau jugé insuffisant pour une proportion inhabituelle de responsables, surtout dans l'industrie. Les perspectives s'avèrent d'ailleurs quelque peu alarmantes si l'on en juge par la grande faiblesse des investissements prévus. Ce sentiment fait également écho aux préoccupations des acteurs du développement local qui stigmatisent l'absence de nouveaux projets et la multiplication des défaillances d'entreprises. Le chômage partiel, en hausse sensible, et l'amointrissement des mises en chantier de locaux d'activités en sont une parfaite illustration.

Inversement, les courants d'échanges commerciaux extérieurs sont à leur optimum, les exportations approchant de très près le

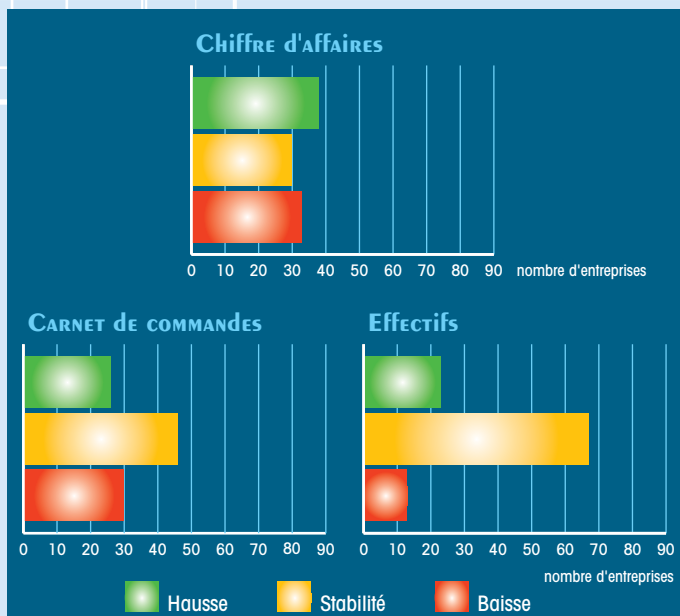
record établi au 1^{er} trimestre. Le nombre des nouvelles immatriculations d'entreprises aurait progressé plus vite que celui des radiations entre avril et juin, tandis qu'une amélioration se fait jour dans l'artisanat.

Autre sujet de contradiction, l'emploi. Au 2^e trimestre, si les entreprises ont eu moins recours aux travailleurs intérimaires, elles ont plus embauché que précédemment. Les responsables interrogés en octobre font état d'augmentation des effectifs dans une proportion supérieure à la fois à celle du trimestre précédent et à celle qui était envisagée. Les offres déposées à l'ANPE ont d'ailleurs augmenté, en particulier celles d'emplois durables. Parallèlement, les nouvelles inscriptions consécutives à un licenciement économique sont sur une tendance nettement haussière. Le résultat final est un rythme moins soutenu dans la progression du chômage.

Les anticipations sont plus que jamais difficiles à effectuer. Les marchés financiers continuent à souffler le chaud et le froid, la moindre nouvelle entraînant des corrections brutales à la baisse (le plus souvent) comme à la hausse. Le secteur de la construction devrait maintenir le cap, les prévisions en matière de logements nouveaux se révélant plutôt bonnes pour les mois à venir. En revanche l'industrie souffre, mais pas toutes les branches. Les entreprises les plus affectées sont liées au travail des métaux et à l'industrie automobile, vers laquelle tous les yeux sont tournés.

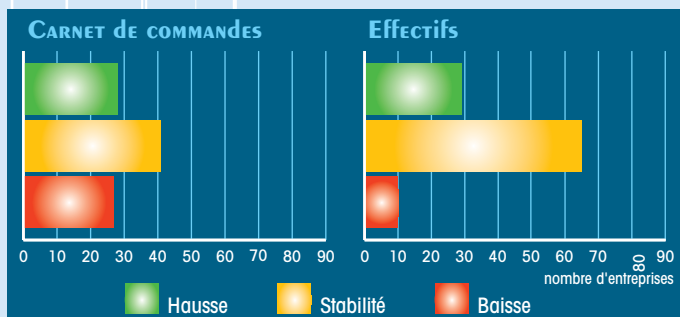
UN CERTAIN MALAISE

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

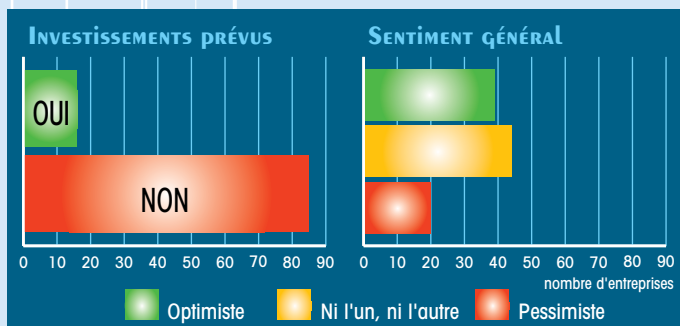


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 2 au 10 octobre 2002. Elle couvre 102 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

L'INQUIÉTUDE RENAÎT

Le 2^e trimestre n'aura finalement marqué qu'une pause dans la dégradation du climat des affaires. Les volumes de commande se tassent et le manque de visibilité sur les prochains mois croît nettement.

Contrairement aux prévisions, les **carnets de commandes apparaissent en baisse dans 3 établissements sur 10** ; cette moyenne masque des disparités importantes entre les secteurs : **recul de 46 % dans l'industrie**, 15 % dans les services et 12 % dans la construction. Parallèlement, le nombre de ceux où il est en hausse diminue. Le **niveau actuel d'activité** est toujours jugé normal dans plus de la moitié des établissements, mais **insuffisant dans 3 sur 10**, proportion en augmentation. Dans l'industrie, on atteint même 38 % (10 points de plus sur le trimestre), la construction restant mieux orientée (niveau élevé dans 27 % des cas). Les **prévisions** pour les prochains mois n'incitent pas à l'optimisme. Les **perspectives d'investissement continuent à se raréfier** ; un résultat aussi faible n'avait pas été enregistré depuis septembre 1997. Le **repli de l'activité devrait atteindre près de 3 entreprises sur 10**, soit 15 points de plus qu'en mai ; il affecterait principalement les plus grandes (1 sur 2). On observe cependant une proportion équivalente de responsables anticipant une progression, la construction s'avérant là encore en pointe (42 %). Il faut souligner que par rapport à l'enquête précédente les opinions sont plus tranchées, la part des responsables annonçant une activité stable étant sensiblement plus réduite.

La situation semble néanmoins **un peu moins difficile qu'au 3^e trimestre 2001**, marqué par les attentats aux États-Unis et le début du ralentissement. Les **chiffres d'affaires apparaissent en effet supérieurs** à ceux de cette période dans près de **4 entreprises sur 10**. L'écart est particulièrement élevé dans les services (hausse pour 57 %), mais dans **l'industrie les évolutions négatives** sont en revanche **les plus nombreuses (40 %)**, ainsi que dans les établissements de grande taille (50 %).

Cette conjoncture moins favorable ne semble pas en revanche avoir pesé sur les **effectifs**. On observe au contraire **moins de contractions** que précédemment, dans tous les secteurs, ce qui infirme les prévisions réalisées il y a trois mois. De la même manière, les **cas d'augmentation sont plus nombreux**, alors que cela n'était pas envisagé, dans la construction et l'industrie. Les services sont les seuls en retrait depuis mai. Signe encourageant, les responsables **prévoient de nouvelles créations de postes dans près de 3 établissements sur 10**, soit deux fois plus qu'au trimestre dernier. De nouveau, la **construction tire la moyenne vers le haut** (hausse pour 35 %), suivie de près par les services (32 %). L'industrie est un peu en retrait (22 %), mais les perspectives sont nettement plus favorables en ce domaine, d'autant que les cas de destruction de postes devraient être très limités.

Les **chefs d'entreprise** apparaissent néanmoins dans **l'expectative**. Ceux qui se déclarent ni optimistes ni pessimistes sont les plus nombreux, phénomène très rarement rencontré auparavant lors de nos enquêtes, mais qui perdure depuis un an. Ils sont de surcroît nombreux à faire part de leur impossibilité de se prononcer devant le **manque total de visibilité**. On remarque simultanément que le **pessimisme regagne du terrain**, atteignant près de 2 responsables sur 10.

LES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISE AUGMENTENT PLUS QUE LES RADIATIONS

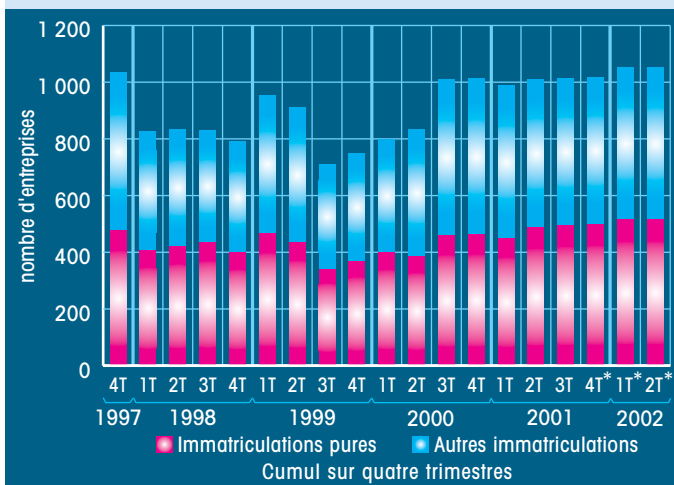
Les données provisoires sur les mouvements d'entreprises au Registre du Commerce et des Sociétés communiquées par la CCI font apparaître un prolongement de la tendance antérieure, c'est-à-dire une **croissance simultanée des immatriculations ① et des radiations ②**. Les premières augmenteraient cependant plus que les secondes par rapport au même trimestre de 2001. En **cumul annuel**, le **solde serait positif**, alors qu'un déficit était observé au cours de la période précédente.

Les **créations pures** représentent toujours plus de la moitié des immatriculations, sur le trimestre comme sur les douze derniers mois. Elles demeureraient excédentaires sur les radiations pures au cours de cette période.

Le **nombre des immatriculations d'entreprises artisanales ③ s'est de nouveau accru** (109); un tel total n'avait pas été enregistré depuis le 2^e trimestre 1999.

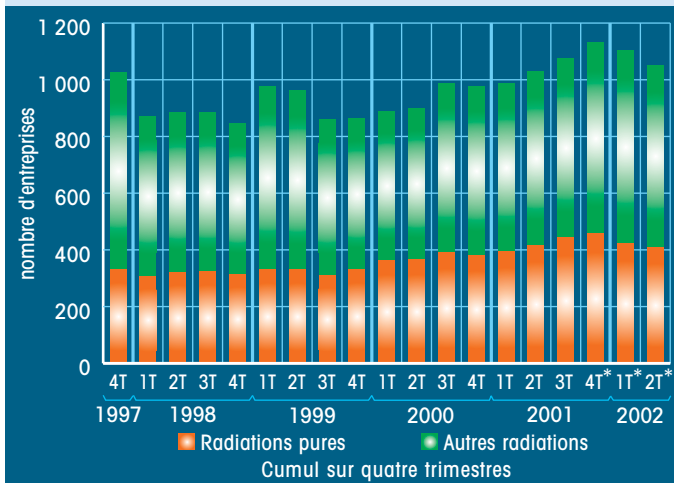
Inversement, celui **des radiations est l'un des plus faibles** (84). Le **solde s'avère donc positif de 25 unités** sur ce trimestre, confirmant ainsi l'amélioration constatée en début d'année. Sur les douze derniers mois, il reste négatif (- 12), mais beaucoup moins que précédemment. Si le nombre des créations est identique, celui **des disparitions demeure en revanche supérieur** à celui de la période antérieure. Le secteur du **bâtiment** continue de maintenir le cap avec un **solde positif de 37 entreprises**, mais tous les autres présentent un **déficit**, qui **s'est creusé** notamment pour le **travail des métaux et les services**.

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



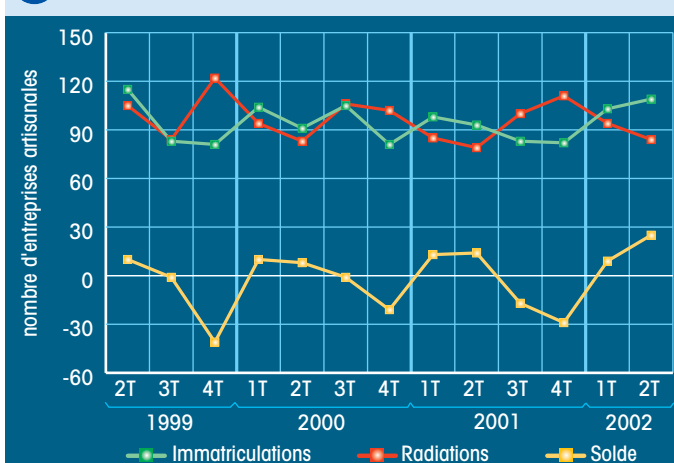
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



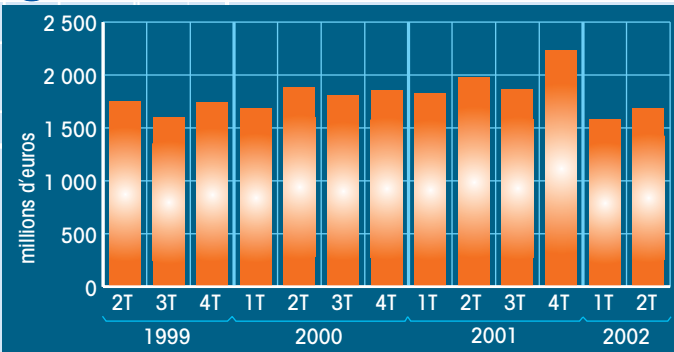
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



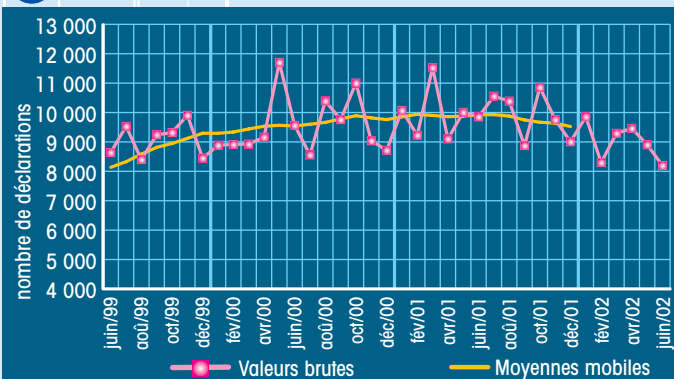
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des ENTREPRISES



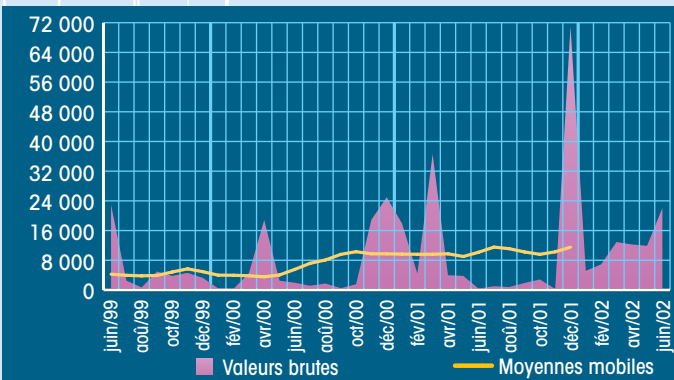
source Direction des services fiscaux : Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la T.V.A. (chiffres d'affaires supérieurs à 5 M.F. - 762245 € pour les entreprises réalisant des achats/ventes et supérieurs à 1,5 M.F. - 228 674 € pour les prestataires de service) déposant leurs déclarations dans le département.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



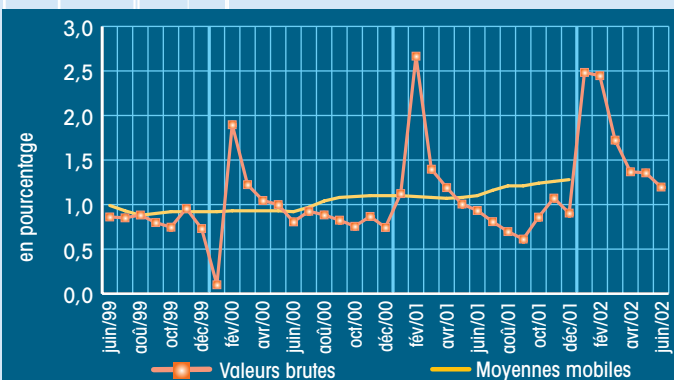
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISÉES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

L'ACTIVITÉ REBONDIT, MAIS DES SIGNES D'INQUIÉTUDE PERSISTENT

Après un début d'année marqué par un fort ralentissement, l'activité semble avoir rebondi au 2^e trimestre si l'on en juge par la hausse de 6,2 % des chiffres d'affaires ①, selon les indications fournies par la Direction des Services Fiscaux. Avec 1,7 milliards d'euros, on reste encore éloigné des records de 2001, mais la performance se situe au niveau du 1^{er} trimestre 2000. Sur les douze derniers mois, le repli s'avère d'ailleurs très limité (- 1,5 % seulement).

Ce regain d'activité n'a pas entraîné un recours accru au travail temporaire. Au contraire, celui-ci continue de s'amenuiser : l'URSSAF a enregistré 26 565 déclarations préalables à l'embauche ② à ce titre entre avril et juin, soit une nouvelle baisse de 3,2 % par rapport au 1^{er} trimestre (- 8,3 % sur le 2^e trimestre 2001). En cumul annuel, cet effritement commence à se faire ressentir. En effet le nombre de déclarations est de 113 457 fin juin, en baisse de 3,2 % sur les douze mois précédents, alors que le recul n'était que de 2,4 % fin mars.

Le chômage partiel ③ émet quant à lui un signal plus inquiétant. Les entreprises y ont eu recours de manière beaucoup plus marquée ce trimestre avec 46 255 heures indemnisées¹, près de deux fois plus qu'entre janvier et mars derniers et 5 fois plus qu'au 2^e trimestre 2001. Le volume relativement faible des salariés concernés (335) peut toutefois laisser penser que cette mesure a été limitée à quelques établissements. En cumul sur douze mois, le nombre d'heures total (149 050) est supérieur de 30 % à celui de la période antérieure.

Le montant des cotisations salariales appelées par l'URSSAF² apporte lui aussi une touche négative. S'élevant à 205,9 millions, il est en retrait de 4,6 % sur le trimestre précédent. Le moindre recours aux travailleurs intérimaires n'y est sans doute pas étranger. Par rapport à juin 2001, on constate néanmoins une augmentation de 7,2 %. La part de ces cotisations restant impayées ④ a décliné progressivement pour atteindre 1,2 % fin juin contre 1,7 % en mars. Le niveau demeure supérieur à celui observé l'an dernier à la même date : 0,9 %.

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures indemnisées.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

Toujours beaucoup d'échanges extérieurs

Le record d'**exportations** ⑤ établi au 1^{er} trimestre n'est pas battu, mais il s'en faut de peu. Entre avril et juin, les entreprises du Loir-et-Cher ont vendu hors de nos frontières pour **443,9 millions d'euros** de marchandises, soit **0,04 % de moins**. On n'avait jamais enregistré **deux résultats consécutifs de cette ampleur**. Sur les douze derniers mois, les exportations du département sont en hausse de 10 % par rapport à la période antérieure. Simultanément, les **importations continuent de se gonfler** (+ 2,8 % sur le trimestre, + 9,4 % en cumul annuel) avec un total de **334,7 millions d'euros**. On observe que les échanges induits par l'industrie chimique et pharmaceutique sont particulièrement dynamiques, progressant tant à l'export qu'à l'import.

Le **solde des échanges** s'établit à **109 millions d'euros**, en baisse de 7,7 % sur le trimestre, mais nettement supérieur à celui de l'an dernier à pareille époque.

Le **taux de couverture**³ reperd logiquement quelques fractions à **133 %**.

Cette situation favorable pourrait ne pas perdurer si l'on considère que l'industrie automobile représente plus de 40 % de nos ventes à l'étranger. Les menaces qui pèsent sur ce secteur ne risquent-elles pas d'avoir des répercussions négatives sur la balance commerciale de notre département ?

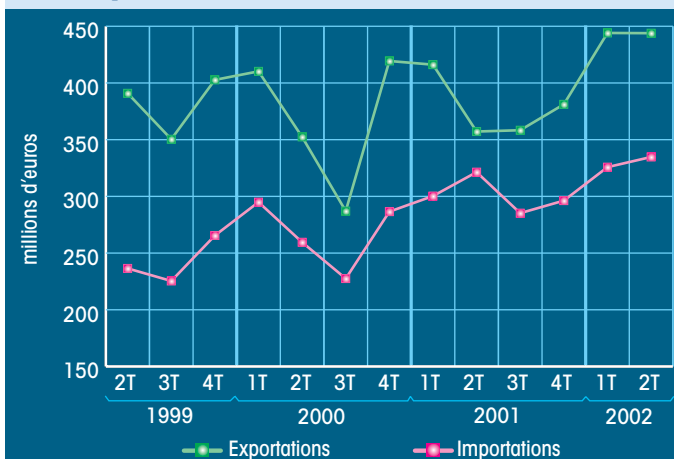
L'investissement reste en panne

Après le fort repli du 1^{er} trimestre, l'**investissement des entreprises** ⑥ du Loir-et-Cher est resté au même niveau entre avril et juin, prouvant ainsi que l'économie est en **phase d'attente**. En 2000 et 2001, le deuxième trimestre a en effet été celui où les plus forts volumes d'investissements ont été enregistrés par les Services Fiscaux au cours de l'année.

Ainsi que le laissent présager les autorisations délivrées au premier trimestre, la **construction de locaux à usage d'activité** ⑦ a subi une nouvelle rechute. Entre avril et juin, **48 300 m²** de surfaces ont été mis en chantier, soit **10 000 m²** de moins qu'entre janvier et mars. En **cumul annuel**, le **repli** est de **7,8 %** par rapport aux douze mois précédents. Il s'avère néanmoins relativement limité en comparaison avec la moyenne régionale (baisse de 15 %). Les nouvelles **surfaces autorisées** au cours du trimestre laissent toutefois entrevoir une reprise en la matière, car elles s'inscrivent en **forte augmentation** pour le Loir-et-Cher comme pour la région.

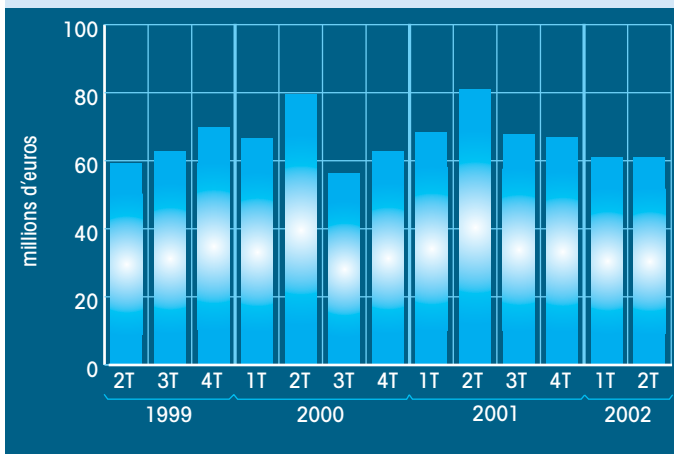
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



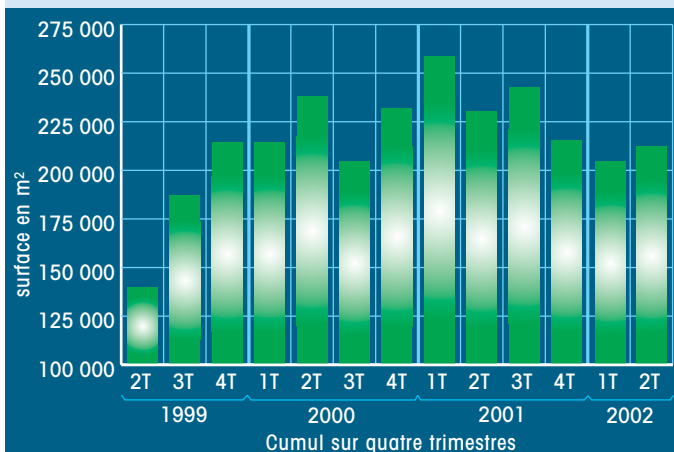
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux: le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

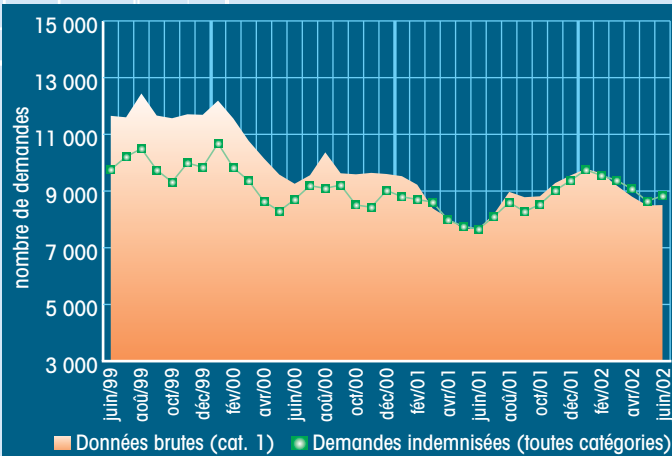
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

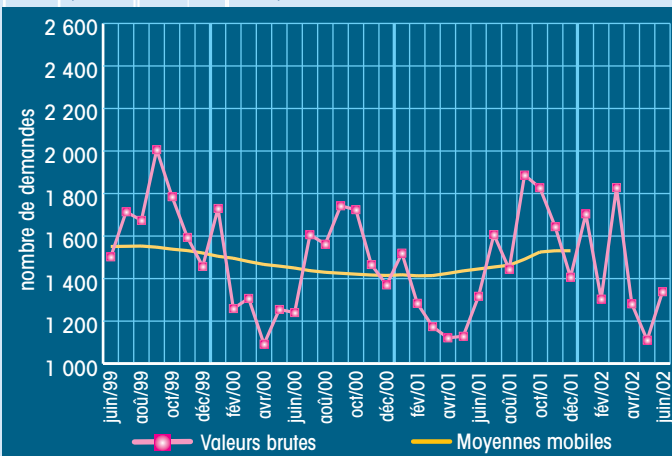
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

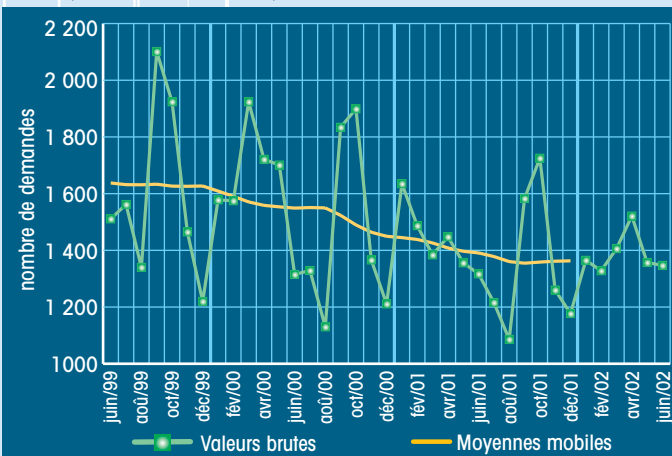
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE AUGMENTE MOINS VITE

En données corrigées des variations saisonnières, le chômage n'a augmenté que de 0,8 % entre avril et juin 2002, contre 1 % au cours des trois mois précédents, grâce à un léger repli en mai. Bien que s'amenuisant, ce rythme s'avère sensiblement supérieur à la moyenne régionale (+ 0,1 %); il est cependant plus faible que celui observé pour l'ensemble de la France : + 1,3 %. Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte 9 340 demandeurs d'emploi non satisfaits ① (de catégorie 1) en données CVS et 8 506 en données brutes. Sur les douze derniers mois, la hausse est de 10,7 %, contre 9,6 % en mars. La comparaison se fait en effet avec une période où le chômage reculait encore. Cette évolution est comparable à celle de la région Centre, où les écarts n'ont jamais atteint de telles proportions (+ 0,5 % pour l'Indre, + 20,5 % pour le Loiret), mais comme au premier trimestre, elle est supérieure à celle du pays (+ 8,2 %).

Le nombre des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une indemnisation ② est en repli de presque 6 % sur le trimestre; il s'établit à 8 831 personnes fin juin. En revanche, le rythme d'évolution sur 12 mois s'accélère, atteignant 15,3 % contre 10,2 % fin mars. Rappelons que toutes les catégories d'inscription sont prises en compte et qu'il convient de ne pas effectuer de rapprochement avec les données précédentes qui ne concernent que la catégorie 1.

L'écart d'évolution entre hommes et femmes s'est très légèrement réduit. En données brutes, la baisse observée au cours du trimestre est identique pour les deux sexes, à quelques fractions près. Sur les douze derniers mois, le nombre des demandes masculines non satisfaites s'accroît de 18,3 % et les féminines de 4,6 %. Le rythme de croissance du chômage des jeunes de moins de 25 ans demeure très élevé, mais marque lui aussi une petite décélération par rapport au trimestre précédent : + 15,8 % fin juin, contre + 17,8 % fin mars; elle est plus marquée pour les hommes. Pour les plus âgés, la forte poussée constatée au 1^{er} trimestre ne s'est pas prolongée, le rythme annuel de progression reperdant 3 points à 8,4 %. En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, la situation des cadres et agents de maîtrise a encore empiré; fin juin, l'augmentation atteint 27 % sur douze mois. Elle reste également très forte pour les ouvriers qualifiés à + 24 %. Seuls les manœuvres sont moins nombreux qu'un an auparavant (- 1,5 %), tandis que les employés qualifiés restent relativement épargnés (+ 3,3 %). La durée d'inscription recommence à s'allonger. Pour les chômeurs de 1 à 2 ans, la hausse s'établit à 18,2 %, soit presque 10 points de plus qu'en mars, dans le prolongement de celle subie par les demandes de 6 à 12 mois qui ralentit cependant quelque peu. Le mouvement s'étend petit à petit aux chômeurs inscrits entre 2 et 3 ans dont le nombre diminue de plus en plus faiblement : - 2,9 % contre - 8 %. Au-delà de trois ans l'évolution demeure largement favorable (- 17 %).

Phénomène habituel à cette période de l'année, le nombre des nouvelles inscriptions enregistrées par l'ANPE est plus faible : 3 730, soit 1 100 de moins qu'entre janvier et mars. Ce résultat est néanmoins supérieur de 4,6 % à celui du 2^e trimestre 2001. D'ailleurs en cumul sur douze mois, on en compte 8 % de plus qu'au cours de la période antérieure (18 400); cette évolution est très proche de celles observées aux niveaux régional et national.

Elle provient en majeure partie de l'augmentation des inscriptions consécutives à un licenciement économique (+ 21 % par rapport au 2^e trimestre de l'an dernier) et des fins de mission d'intérim (+ 18 %). En cumul annuel, ces dernières s'accroissent de 42 % ; à l'inverse, les reprises d'activité s'effondrent (- 40 %) et les premières entrées en vie active continuent de se raréfier (- 47 %).

Les sorties du chômage ont été un peu plus nombreuses qu'au cours des trois mois précédents (4 225, soit + 3,1 %), mais aussi qu'au 2^e trimestre 2001 (+ 2,5 %). Il convient de souligner que l'on enregistre une augmentation sensible des reprises d'emploi. En cumul annuel, le recul demeure assez important (- 5,9 %), mais il est plus faible qu'en mars. Il est toujours plus prononcé que pour la région (- 3,3 %) et la France (- 2,1 %).

Le taux de chômage a connu récemment une nouvelle révision ; son mode de calcul a évolué pour être en adéquation avec les directives du Bureau International du Travail. Les séries ont été reconstituées à partir de 1990. Dans cette nouvelle configuration, le taux de chômage du Loir-et-Cher s'établit à 7,3 % fin juin, soit 0,1 point de plus qu'en mars ; il est supérieur de 0,4 point à celui de juin 2001. L'écart est stable avec le taux national (9,0 %), mais se creuse légèrement, en faveur du département, avec celui de la région Centre (7,5 %) où le Loiret subit une augmentation de 0,8 point en un an à 6,5 %. Contrairement à la série précédente, les nouvelles données font apparaître des divergences sensibles au sein du département entre bassins d'emploi : forte hausse dans ceux de Vendôme (7,6 %, + 1 point) et de Romorantin-Lanthenay (7,4 %, + 0,8 point), nettement plus modérée dans celui de Blois (7,2 %, + 0,2 point).

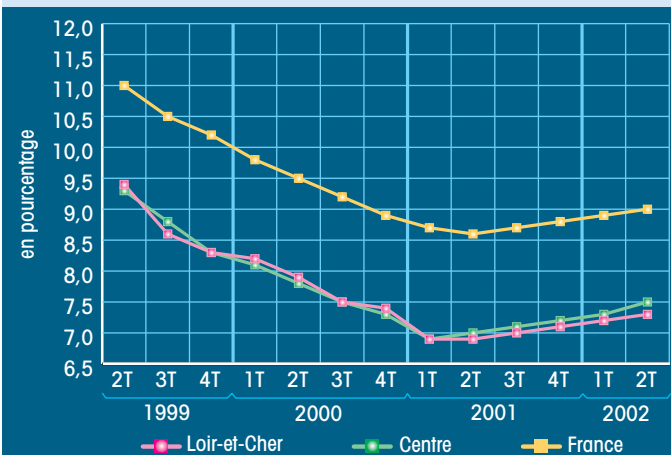
L'EMBAUCHE EST REPARTIE

L'amélioration constatée au 1^{er} trimestre sur le volume des offres d'emploi déposées à l'ANPE s'est confirmée. Pour l'ensemble des trois catégories, on en compte 3 857, soit 3,8 % de plus qu'entre janvier et mars derniers. Ce résultat est presque identique à celui du 2^e trimestre 2001 (0,6 % de moins seulement). Autre élément très positif à souligner, ce sont de nouveau les offres d'emplois durables qui augmentent le plus (+ 22,4 % sur les trois mois), alors que dans la région comme dans le pays, ce sont celles des emplois de très courte durée. En cumul annuel, on reste en deçà de la période antérieure (- 3,1 %), toujours en raison pour l'essentiel de la forte diminution des postes de très courte durée, dont le rythme s'est encore accentué (- 32 %).

Cette éclaircie dans l'offre d'emploi est largement confirmée par une nette reprise des déclarations préalables à l'embauche (hors agriculture et travail temporaire). Entre mai et juin, l'URSSAF en a enregistré 14 021, soit une hausse de 17 % par rapport aux trois mois précédents (et de 0,8 % sur le 2^e trimestre 2001).

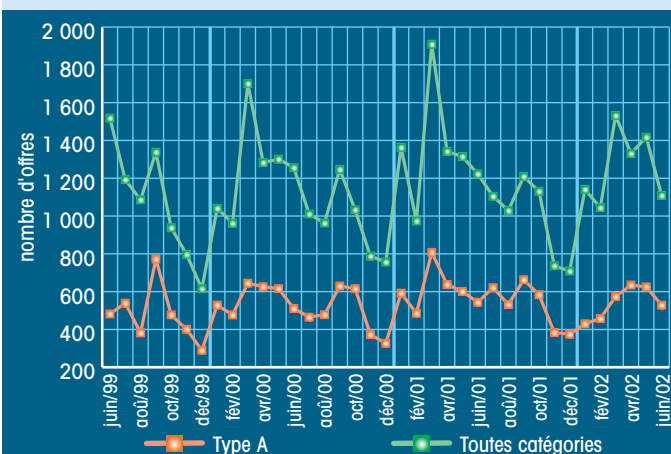
Tous les secteurs d'activité sont concernés, même si le mouvement reste timide dans l'industrie (+ 0,7 %). Le commerce de détail gomme entièrement le recul du 1^{er} trimestre (+ 25 %) et les services à la population sont en plein boom (+ 21 %). Ce sont d'ailleurs ces derniers qui tirent l'ensemble vers le haut lorsque l'on raisonne en cumul annuel, avec une croissance de plus de 8 % qui fait plus que compenser l'érosion dans les autres secteurs (dont - 26 % dans l'industrie) ; au total, la tendance demeure donc positive avec + 2,1 %.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source DDTEFP

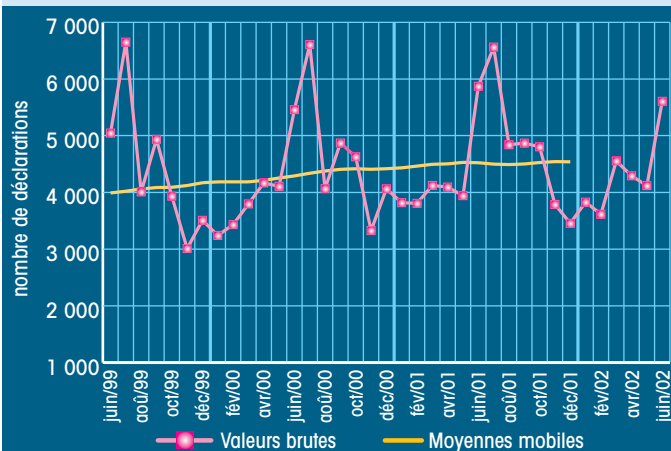
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

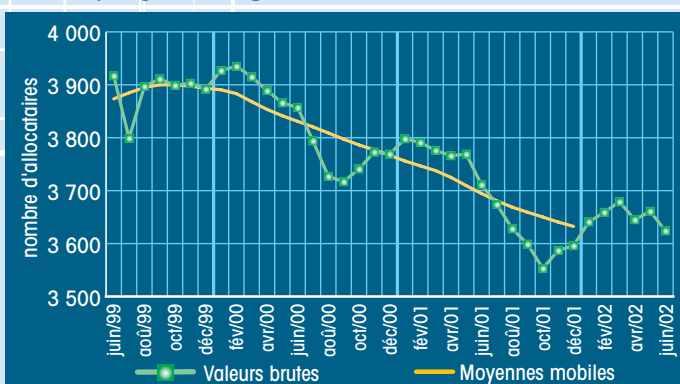
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

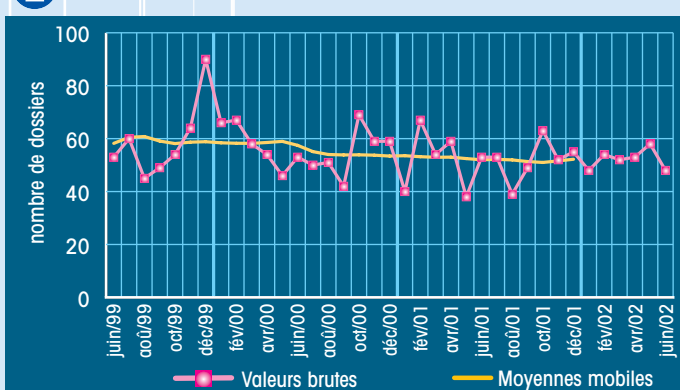
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



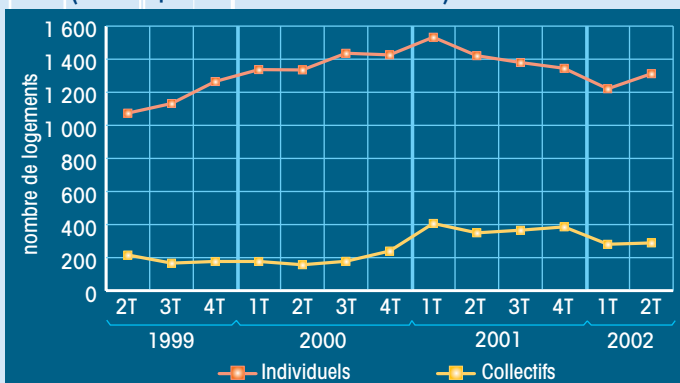
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

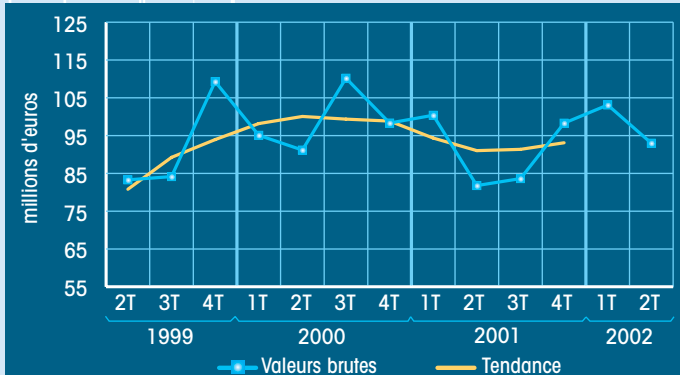
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

HAUSSE DU RMI STOPPÉE, MAIS LÉGÈRE REPRISE DU SURENDETTEMENT

Excellente nouvelle sur le front du RMI ① : le nombre des bénéficiaires n'a pas poursuivi la progression subie depuis novembre dernier, malgré la reprise du chômage. Il a baissé en avril puis en juin. Le repli reste limité puisque l'on en compte **3 624** fin juin, soit **1,5 % de moins** qu'en mars, mais la tendance est bien présente. Elle est d'autant plus appréciable que l'écart avec les résultats d'il y a un an demeure (- 2,3 % par rapport à juin 2001).

Le nombre de nouveaux dossiers de surendettement ② déposés à la Banque de France est en revanche en légère augmentation : **159** ce trimestre contre **154** entre janvier et mars (+ 3,3 %) et **150** au 2^e trimestre 2001 (+ 6 %). En cumul annuel, l'évolution reste néanmoins favorable (- 2,7 %), contrastant fortement avec celle observée pour l'ensemble de la région ou du pays où le nombre des dossiers a doublé par rapport aux douze mois précédents.

On soulignera que pour ces deux indicateurs, l'évolution est exactement inverse à celle du trimestre précédent.

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SE TASSE UN PEU

Les aléas des programmes collectifs (on remarque le plus souvent une évolution en dents de scie) ont pesé sur le résultat d'ensemble de la construction de logements puisqu'il en a été comptabilisé **18** contre plus de 100 au cours de chacun des deux trimestres précédents. Du côté des maisons individuelles, au contraire, le redressement se poursuit. Au total, **375** nouveaux logements ③ ont été commencés contre 455 entre janvier et mars (mais 276 seulement au 2^e trimestre 2001). En cumul sur douze mois, le déficit revient à **- 9,6 %**, contre **- 23 %** fin mars. Notons que pour l'ensemble de la région Centre, la tendance est à la stabilité. Si l'on en juge par les autorisations délivrées, les prochains mois devraient être plus actifs, en particulier dans le collectif.

Le marché de l'immobilier ancien ④ semble souffler un peu, après deux trimestres durant lesquels les transactions ont été très étoffées. Celles-ci sont en recul de près de 10 % sur les trois mois précédents. Les valeurs cumulées annuelles montrent en revanche un niveau assez proche de celui de la période antérieure (- 3,2 %).